



# Conseil de sécurité

## CS/10367

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

**Conseil de sécurité**  
6602<sup>e</sup> séance – matin

### **M. B. LYNN PASCOE SOULIGNE DEVANT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ L'URGENCE DE RAMENER ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS**

#### **Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques réitère les appels de M. Ban Ki-moon à la fin de la répression en Syrie**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, a constaté, ce matin devant le Conseil de sécurité, que les récents développements au Moyen-Orient exigeaient des progrès urgents vers la création d'un État palestinien.

À cet égard, commentant l'intention de la Ligue des États arabes d'appeler les États Membres de l'ONU à reconnaître, le mois prochain, un État palestinien, M. Pascoe a souhaité que la communauté internationale réussisse à ramener les deux parties à la table des négociations en vue de réaliser la solution à deux États.

Lors de cette réunion mensuelle d'information du Conseil de sécurité consacrée à la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, M. Pascoe a également abordé la situation en Syrie, en réitérant la demande expresse du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, au Président Bashar Al-Assad de cesser immédiatement les violences contre le peuple syrien et à mettre en œuvre des réformes crédibles.

Dans son exposé, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques s'est attardé sur le regain de violences entre Israéliens et Palestiniens, l'état des finances de l'Autorité palestinienne et la poursuite des activités israéliennes de peuplement en Cisjordanie.

« Le Secrétaire général et le Quatuor ont fermement condamné les attaques terroristes », a rappelé M. Pascoe, qui faisait allusion aux attaques perpétrées le 18 août contre des civils et des militaires israéliens dans le sud d'Israël, qui ont fait huit morts, dont deux soldats.

Il est ensuite revenu sur les répercussions de cet incident, en particulier les raids conduits par les Forces de défense israéliennes dans Gaza, qui ont entraîné la mort de 19 Palestiniens, dont trois civils, et une opération menée à la frontière égyptienne. Après avoir noté que cette dernière opération avait coûté la vie à cinq membres de la sécurité égyptienne, M. Pascoe a indiqué qu'Israël avait exprimé ses regrets quant à ces décès, qui, a-t-il reconnu, « ont accru les tensions entre les deux pays ».

M. Pascoe a qualifié de « calme fragile » la situation régnant actuellement à Gaza, ajoutant que le Secrétaire général, « qui a réitéré ses appels à la retenue aux deux parties », restait très préoccupé par les risques d'escalade de la violence dans la zone. « Les tirs de roquettes aveugles par des militants vers des zones habitées par des civils sont inacceptables, et le Secrétaire général a constamment condamné de tels actes », a, de plus, déclaré M. Pascoe.

Le Secrétaire général adjoint a ensuite abordé la situation financière de l'Autorité palestinienne, confrontée à une grave crise fiscale et qui a besoin de 250 millions pour répondre à ses obligations en matière de développement des infrastructures étatiques.

Après avoir salué les progrès réalisés par l’Autorité palestinienne sur les plans économique et sécuritaire, il a appelé les donateurs à contribuer aux efforts de consolidation en cours des fondations d’un État palestinien.

Passant à la situation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, M. Pascoe s’est dit préoccupé par la décision du Gouvernement israélien de construire une série de nouveaux lotissements dans la zone. « En tout, quelque 5 200 logements devraient être construits dans Jérusalem-Est occupée », a-t-il précisé, soulignant que M. Ban Ki-moon avait rappelé à maintes reprises que les activités de peuplement étaient contraires au droit international.

Pour ce qui est des entraves à la circulation des personnes dans le Territoire palestinien occupé, M. Pascoe a attiré l’attention sur le fait qu’en plein mois de Ramadan, l’accès à la mosquée Al Aqsa, située dans la ville sainte, avait été restreint la semaine dernière.

Concernant Gaza, il a estimé que là aussi, la levée des entraves à la circulation était un frein à l’amélioration des conditions de vie de la population ainsi qu’à la relance de l’économie locale. « Nous réaffirmons que l’activité humanitaire est un pilier de l’assistance au plus de un million d’habitants de Gaza, et il est essentiel que les organisations humanitaires puissent exercer leurs fonctions en toute liberté et de manière indépendante », a-t-il insisté.

Sur la situation en Syrie, le Secrétaire général adjoint a constaté que le Président Assad continuait d’ignorer les appels de la communauté internationale à restaurer le calme dans son pays et à lancer des réformes crédibles. « De nombreux civils ont été tués et blessés, et les arrestations arbitraires à grande échelle se poursuivent. Les médias officiels syriens rapportent de leur côté que des militaires et des membres de la sécurité ont perdu la vie ces derniers jours », a-t-il indiqué.

Il a ensuite mentionné le rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l’homme, Mme Navi Pillay, qui conclut à la nature systématique des violations des droits de l’homme depuis le début de la répression en mars dernier et parle de « crimes contre l’humanité ».

M. Pascoe s’est félicité de la décision prise par la Conseil des droits de l’homme de créer, sur la base de ce rapport, une commission internationale d’enquête et a souhaité que les autorités syriennes coopèrent pleinement avec celle-ci.

En conclusion, il a souhaité que le Président Assad finisse par entendre les appels de plusieurs dirigeants mondiaux, y compris de la région, et qu’il mette fin sans délai aux opérations militaires « qui tuent son propre peuple ».

\* \* \* \* \*

---

À l’intention des organes d’information • Document non officiel